

8^e CONGRES BIS DU FLN

Les nouvelles instances opérationnelles

En plus de s'être doté d'un poste de président, qu'occupe depuis mardi Abdelaziz Bouteflika, le FLN a également procédé à un changement radical de ses statuts. Le Comité central a été remplacé par un Conseil national, composé de 550 membres, et le Bureau politique laisse la place à un Comité exécutif.

Tarek Hafid Alger (Le Soir) - Le système d'élection et de désignation instauré durant le 8e congrès "bis" pour former la composition de cette instance s'est avéré être un véritable fiasco. Nombre de participants à ces assises ont instauré la "triche" comme seule règle pour figurer au sein de ce conseil. L'annonce même de sa composante, mardi soir, a soulevé moult interrogations au sein de l'assistance regroupée sous la Coupole du complexe sportif Mohamed-Boudiaf. Après la lecture de la lettre de Abdelaziz Bouteflika, dans laquelle il déclare accepter la présidence du FLN, c'est au tour du porte-parole de la commission des candidatures de prendre la parole pour lire la liste des membres du Conseil national. Tout se déroule très bien jusqu'au moment où ce porte-parole avoue aux congressistes avoir perdu "par mégarde" deux feuillets de cette longue liste. Abdelaziz Belkhadem tente-

ra de minimiser ce "simple incident technique".

Afin de ne pas perdre de temps, Belkhadem demande aux membres fraîchement élus de désigner la composante du Comité exécutif. Le Conseil national se réunit donc au siège de l'ISTS pour procéder à cette opération. Les noms des 121 membres du Comité exécutif, dont le mandat est d'une année renouvelable, sont ensuite communiqués au congrès.

On y retrouve la totalité des ministres FLN actuellement en poste — à l'exception bien sûr de H'mimid et Redjimi — les figures de proue du "mouvement de redressement", à l'image de Si Affif, mais aussi de nombreux anciens tels que Abada, Cherchali, Khediri ou Belayat. Tout ce beau monde est par la suite invité à se réunir pour désigner le remplaçant de Ali Benflis. Il ne leur aura fallu qu'une dizaine de minutes pour revenir avec le nom du nouveau patron du FLN, après



Ph. : Samir S.

Bouteflika, bien entendu. Voilà comment a été désigné Abdelaziz Belkhadem qui, au bord des larmes, aura bien du mal à cacher son émotion. Mais cette réussite de façade cache mal la crise qui continue de secouer ce parti. Une crise accentuée par le mode de désignation des membres du Conseil national. Même si les fameux feuillets manquant ont par la suite été retrouvés. "Nous avons

assisté en direct à un véritable coup monté orchestré par le clan Belkhadem. La partie manquante de la liste a été changée et les 33 noms qui y figuraient ont été remplacés par d'autres. Nous savons que des ministres ont imposé des cadres de leurs départements quand bien même si ces derniers n'auraient aucun lien avec le FLN. Finalement on se rend compte que le problème du

FLN ce n'était pas Ali Benflis, Belkhadem et son clan ont fait bien pire durant ce congrès que ce qui était reproché à Benflis durant la tenue de la première édition du 8e congrès", a affirmé, hier, un vieux routier du FLN. La course aux postes

n'est toujours pas terminée puisqu'il reste encore à désigner les 7 membres du Comité de coordination. Une tâche qui revient à Abdelaziz Bouteflika, président de la République et du FLN.

T. H.

La fin d'une époque

C'est dans la nuit de mardi à mercredi que s'est achevé le huitième congrès bis du Front de libération nationale (FLN) et, avec, l'œuvre de Ali Benflis qui a fait de l'ex-parti unique une formation ordinaire, à savoir modernisée, débarrassée de l'unicité, et assez souveraine pour se permettre de concurrencer un président en exercice dans la course à la présidentielle. La parenthèse ouverte en septembre 2001 est donc officiellement fermée en ce début 2005 où le FLN, complètement "redressé", devient un simple "comité de soutien" au service exclusif du locataire du palais d'El-Mouradia et de sa démarche de "réconciliation".

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Bouteflika, qui y place son ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Belkhadem, l'un des signataires et des plus acharnés défenseurs du contrat de Rome, comme secrétaire général, préside quant à lui, organiquement, le vieux parti.

Préparées et organisées par l'administration, en amont comme en aval, les assises qui font office de congrès pour le FLN ont été menées de sorte à faire du parti un simple alibi partisan, un peu à l'image du RCD tunisien, le PND égyptien ou le parti baath syrien, à tout ce qu'entreprend le régime. Ceci s'agissant de la "vie routinière" du parti.

Concernant les questions majeures, Bouteflika n'a pas non plus fait autrement que ses homologues des pays présidents. En se faisant « plébisciter » président du parti, avec des statuts taillés sur mesure, Bouteflika n'a, en fait, fait, là, qu'anticiper sur le rendez-vous présidentiel de... 2009 !

Il est de notoriété publique, effectivement, que l'homme prépare une révision constitutionnelle qui lui permettra de prétendre à un troisième mandat.

Aussi, et échaudé par "la fronde" du FLN en 2004, il prend cette fois-ci ses devants pour s'épargner un éventuel "Benflis" en 2009.

Des proches à Bouteflika n'ont d'ailleurs pas manqué de faire remarquer le soin

pris, sciemment affirmé, de faire "trainer" dans le temps la date de la tenue du congrès. A l'arrivée, expliquent les tenants de cette version, le prochain congrès du FLN n'aura lieu qu'en 2010, c'est-à-dire pas avant les prochaines présidentielles.

Aucune "mauvaise surprise" ne pourrait surgir entre-temps, dès lors, aussi, que les nouveaux statuts confectionnés pour le FLN verrouillent tout.

Car, contrairement à l'offensive de propagande et consistant à atténuer la chose, présentant ainsi la nouvelle fonction de Bouteflika comme n'étant qu'un titre honorifique, le président de la République algérienne est bel et bien président du FLN. Avec des prérogatives.

Ce qui, au demeurant, est incompatible avec une présidence honorifique. Les nouveaux statuts en question qu'ont, en fait, mis sur pied des proches collaborateurs du locataire d'El-Mouradia lui octroient deux prérogatives-clés : la convocation du congrès ?

Désormais son apanage à lui et non plus du secrétaire général ; de même, et c'est là une première, "le président du parti présidera,

s'il le voudra, les sessions du conseil national et du comité exécutif".

Le souci du protocole et de sécurité lié qui a animé le rédacteur du statut est trahi du reste par la précision "s'il le voudra". Car, faut-il le rappeler, les usages ainsi que la législation régissant les structures politiques tiennent le premier responsable hiérarchique comme comptable de tout ce qui est lié à l'activité de l'entité dont il a la charge. Il est donc tenu de présider les réunions des structures nationales dirigeantes.

Certes il peut, en des occasions exceptionnelles, déléguer la charge à un subalterne, il n'en reste pas moins comptable, politiquement et juridiquement, de tout ce qui émane du parti.

Cette évidence fait d'ailleurs que la tradition est ancrée dans les démocraties modernes où, à l'inverse de ce qui vient de se passer pour le FLN, tout chef de parti élu président ou chef d'Etat se décharge de ses obligations partisanes.

Chirac ne préside pas le MPR tout comme George Bush n'est pas le chef du Parti républicain, pour ne citer que ces deux célèbres modèles.

K. A.

LE CONSEIL NATIONAL DU RND SE REUNIT AUJOURD'HUI L'impact du congrès du FLN

Aujourd'hui et demain se tient à l'hôtel Eriadh à Sidi-Fredj le conseil national du Rassemblement national pour la démocratie, RND. Cette session ordinaire, la quatrième du genre, revêt un caractère extraordinaire du fait qu'elle intervient au lendemain du congrès "rassembleur" du Front de libération nationale, désormais présidé par le chef de l'Etat.

Ce fait, ajouté au discours du président de la République qui vient de dire "oui" au FLN, risque de chambouler tous les calculs du parti d'Ahmed Ouyahia, qui, pour rappel, avait choisi de ne pas présenter de candidat mais de soutenir le candidat Abdelaziz Bouteflika à la présidentielle d'avril 2004.

Pour rappel, le RND qui, avec le MSP, fait partie de l'alliance présidentielle, avait anticipé en proposant son entière disponibilité au chef de l'Etat. Le 13 janvier dernier, le bureau national du parti des patriotes avait clôturé sa réunion par un communiqué dans lequel il réitérait son indéfectible soutien au premier magistrat du pays, tout en se réjouissant de sa démarche pour la "réconciliation nationale globale".

Le président de la République, qui espère que son oui au FLN ne suscitera pas d'équivoque chez les partis de l'alliance présidentielle, répond au message du RND en rappelant son "souci de resserrer les rangs de la coalition nationale".

C'est dire que le groupe chargé de rédiger la déclaration finale a du pain sur la planche. D'ailleurs, il y travaille depuis hier. Certaines indiscretions laissent entendre que la mouture finale du communiqué qui ponctuera le conseil national du RND offrira la présidence d'honneur du parti au chef de l'Etat.

Et c'est là la finalité de ce conseil national qui a deux points à l'ordre du jour : la situation organique et la situation économique, sociale et politique. Il y sera certainement question, en plus des bilans d'activité et du plan d'action du parti, des privatisations, de l'amnistie, du dialogue avec les arouch et des répercussions du congrès du FLN.

Saïda Azzouz